



Centrale d'achats des CROUS

Cahier des clauses particulières - Marché de fourniture de denrées alimentaires fraîches de traiteur et produits végétariens.

Appel d'offres ouvert n°2025013

Table des matières

Article 1	Identification des parties contractantes	4
Article 1.1	Identification du pouvoir adjudicateur	4
Article 1.2	Identification de l'opérateur économique	5
Article 2	Objet et caractéristiques du marché	5
Article 2.1	Objet du marché	5
Article 2.2	Nomenclature des prestations - Classification CPV	6
Article 2.3	Description des prestations	6
Article 2.4	Allotissement	6
Article 2.5	Lieux d'exécution	7
Article 2.6	Forme et modalités de financement de l'accord-cadre	7
Article 2.7	Durée et date de début du marché	7
Article 2.8	Montant de l'accord-cadre	7
Article 2.9	Financement de l'accord-cadre et des marchés subséquents	8
Article 2.10	Modifications de l'accord-cadre	8
Article 3	Pièces contractuelles du marché public	9
Article 4	Prescriptions applicables aux denrées alimentaires fraîches (produits traiteur & végétariens) 10	
Article 4.1	Réglementation générale applicable	10
Article 4.2	Règles applicables à l'emballage et au conditionnement	11
Article 4.3	Transport des denrées alimentaires	12
Article 5	Obligations du titulaire	12
Article 5.1	Obligation de résultat et mise en œuvre de moyens minimaux	12
Article 5.2	Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service ..	13
Article 5.3	Transport et distribution	13
Article 5.4	Confidentialité	13
Article 5.5	Assurance	14
Article 6	Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison	14
Article 6.1	Bon de commande	14
Article 6.2	Bon de livraison	15
Article 7	Description des prestations	15
Article 7.1	Modalités de livraison	15
Article 7.2	Conditionnement des palettes	16
Article 7.3	Garantie des vices cachés	17
Article 8	Spécificités techniques	17
Article 8.1	Durabilité des produits	17

Article 8.2	Spécificités des produits	17
Article 8.3	Traçabilité, conformité et obligations documentaires	18
Article 8.4	Emballages et conditionnement des denrées alimentaires	18
Article 8.5	Additifs.....	19
Article 8.6	Critères microbiologiques, contaminants et corps étrangers	19
Article 8.7	Etiquetage.....	20
Article 8.8	Maîtrise des risques sanitaires.....	20
Article 8.8.1	Le risque sanitaire et sa prise en charge	20
Article 8.8.2	La gestion des allergènes	21
Article 8.9	Engagement sur les marques et produits	21
Article 8.10	Besoins ponctuels saisonniers	21
Article 8.11	Promotions et nouveautés	22
Article 8.12	Fiche technique	22
Article 9	Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales.....	23
Article 9.1	Suivi de l'accord-cadre.....	23
Article 9.2	Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent	23
Article 9.3	Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats	23
Article 9.4	Encadrement des relations commerciales.....	24
Article 9.5	Portée des clauses du présent CCP.....	25
Article 10	Prix de l'accord-cadre	25
Article 10.1	Référence et consistance des prix	25
Article 10.2	Forme des prix.....	25
Article 10.3	TVA	26
Article 10.4	Clause de remise sur les prix publics	26
Article 10.5	La particularité de la théorie des circonstances imprévues	27
Article 10.6	Clause de sauvegarde.....	28
Article 10.7	Clause butoir	28
Article 10.8	Date de formation des prix et facturation	28
Article 11	Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires.....	30
Article 11.1	Facturation électronique obligatoire.....	30
Article 11.2	Délais de règlement	31
Article 11.3	Intérêts moratoires	31
Article 11.4	Défaut de paiement	32
Article 11.5	Avances	32
Article 11.6	Acomptes	33
Article 11.7	Cession ou nantissement de créance	33

Article 12	Les pénalités, ajournement et rejet	33
Article 13	Principes et motifs de résiliation	34
Article 13.1	Motifs de résiliation	34
Article 13.2	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	34
Article 13.3	Résiliation pour motif d'intérêt général	34
Article 14	Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige	35
Article 15	Dérogations au CCAG-FCS.....	35

Article 1 Identification des parties contractantes

Le présent accord-cadre est conclu entre les parties définies ci-après.

Article 1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

L'acheteur public est la Centrale d'achats des Crous, représentée par sa Directrice générale, Madame Marjorie BRETTELL, nommée par le pouvoir adjudicateur en la personne de la Présidente du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, Madame Bénédicte DURAND.

En application de l'article R. 822-3 du Code de l'éducation tel que modifié par l'article 1er du décret du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires, le centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), établissement public à caractère administratif, a décidé, dans les conditions prévues par la réglementation des marchés publics, de constituer une Centrale d'achat chargée de passer des marchés publics, conclure des accords-cadres ou acquérir des fournitures ou services pour le compte des centres régionaux, des établissements d'enseignement supérieur, des organismes de recherche et des autres organismes publics accueillant des publics pouvant bénéficier des prestations et services fournis par le réseau tel que défini à l'article R. 822-1 du Code de l'éducation.

Les statuts de la Centrale d'achats ont été votés lors du Conseil d'Administration du CNOUS du 09 février 2017.

La Centrale d'achats des Crous obéit par ailleurs aux dispositions prévues par les articles L. 2113-2 à L. 2113-5 du Code de la commande publique.

Les acheteurs bénéficiaires (ci-après « adhérents ») du présent accord-cadre sont :

- ❖ Le Crous Aix-Marseille-Avignon,
- ❖ Le Crous Amiens Picardie,
- ❖ Le Crous Bordeaux-Aquitaine,
- ❖ Le Crous Bourgogne-Franche-Comté,
- ❖ Le Crous Clermont Auvergne,
- ❖ Le Crous Créteil,
- ❖ Le Crous Grenoble Alpes,
- ❖ Le Crous Lille Nord Pas-de-Calais,
- ❖ Le Crous Limoges,
- ❖ Le Crous Lyon,
- ❖ Le Crous Lorraine,
- ❖ Le Crous Montpellier-Occitanie,
- ❖ Le Crous Nantes Pays de la Loire,
- ❖ Le Crous Nice-Toulon,
- ❖ Le Crous Normandie,
- ❖ Le Crous Orléans-Tours,
- ❖ Le Crous Paris,

- ❖ Le Crous Poitiers,
- ❖ Le Crous Reims,
- ❖ Le Crous Rennes Bretagne,
- ❖ Le Crous Strasbourg,
- ❖ Le Crous Toulouse-Occitanie,
- ❖ Le Crous Versailles,
- ❖ HEC,
- ❖ ESCP BUSINESS SCHOOL,
- ❖ CESFO,
- ❖ CCIP,
- ❖ INSPE,
- ❖ ENSP.

En sa qualité de Centrale d'achats, d'autres établissements pourront adhérer en cours de marché et bénéficier de ses conditions.

Article 1.2 Identification de l'opérateur économique

L'opérateur économique attributaire est ci-après désigné par le « titulaire ».

Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, qui se rapportent :

- ❖ Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- ❖ A la forme de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination ;
- ❖ A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ Au capital social de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ A la fusion de l'entreprise avec un tiers ;
- ❖ A la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou de plusieurs branches ;
- ❖ D'activités de l'entreprise ou de cessions d'actifs ;
- ❖ Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Ces modifications font l'objet soit d'un certificat ordre de service émanant du pouvoir adjudicateur soit d'un avenant signé par les deux parties.

Article 2 Objet et caractéristiques du marché

Article 2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet de fournir à l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats des denrées alimentaires fraîches de traiteur et produits végétariens (Viandes cuites, salades composées, saucisseries, terrine de légume et de la mer, produits végétariens).

Article 2.2 Nomenclature des prestations - Classification CPV

Les classifications CPV de l'accord cadre sont les suivantes :

15800000-6	Produits alimentaires divers
15893100-5	Préparations alimentaires
15894210-6	Repas végétariens préparés

Les classifications complémentaires CPV de l'accord cadre sont les suivantes :

15894300-4	Plats préparés
15895000-8	Aliments pour restauration rapide

Article 2.3 Description des prestations

Le présent marché intègre une série de prestations indispensables à son exécution et qui sont les suivantes :

- ❖ Réception des commandes ;
- ❖ Traitement des commandes ;
- ❖ Transport, acheminement et remise des commandes aux destinataires et aux différents points de livraison ;
- ❖ Suivi de la bonne exécution du marché ;
- ❖ Formations d'optimisation à l'utilisation des produits, y compris par vidéos ;
- ❖ Animations et promotions.

Les produits et articles concernés par les commandes sont indiqués dans les différents bordereaux de prix unitaires (B.P.U.).

Le titulaire est tenu de respecter les éléments sur la base desquels il s'est engagé dans le cadre de réponse technique.

Le titulaire est tenu de fournir des produits et articles en conformité avec les fiches techniques exigées.

Le titulaire est tenu de fournir les produits et articles aux prix renseignés dans le B.P.U.

Ces différentes prestations sont décrites de manière plus détaillée aux articles suivants du présent CCP.

Article 2.4 Allotissement

Conformément à l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti.

Cette absence d'allotissement se justifie par la nature homogène des prestations, qui rendent difficile leur dissociation sans nuire à la cohérence d'exécution du marché. Le recours à un marché global permet ainsi d'assurer une meilleure efficacité technique et une performance économique optimale.

Article 2.5 Lieux d'exécution

A titre d'information, figure en annexe l'ensemble des restaurants, brasseries, cafétérias des adhérents (annexe n°1 du présent CCP intitulée « site de restauration »)

La Centrale d'achats communique au titulaire les nouveaux points de livraison selon les adhésions reçues par de nouveaux établissements au cours du présent marché.

Article 2.6 Forme et modalités de financement de l'accord-cadre

Conformément à l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre, chaque lot est mono attributaire.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.6161-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

Le marché est financé à partir des fonds propres de chacun des adhérents.

Article 2.7 Durée et date de début du marché

Le marché est passé pour une période de 18 mois, **à compter du 1^{er} janvier 2026**.

Il pourra être reconduit deux fois de manière tacite pour des périodes de 12 mois, sans que la durée d'exécution de l'accord-cadre ne dépasse 42 mois, reconductions comprises.

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre auquel ils se rattachent.

Un bon de commande pourra s'exécuter dans un délai maximum de 15 jours après la date de fin de l'accord cadre. Ainsi, les commandes passées avant la fin de l'exécution de l'accord-cadre ne pourront avoir un délai de livraison ultérieur à ce délai.

Article 2.8 Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum.

Montant maximum annuel € HT
5 250 000,00 €

A titre indicatif et non contractuel, le montant estimatif annuel des dépenses est :

INTITULE DE L'ACCORD-CADRE	Montant cible annuel € H.T.	Part catalogue en %
Traiteur et produits végétariens (Viandes cuites, salades composées, saurisserie, terrine de légume et de la mer, produits végétariens)	1 750 000 €	5 %

Article 2.9 Financement de l'accord-cadre et des marchés subséquents

L'accord-cadre et les marchés passés sur son fondement sont financés à partir des fonds propres de chacun des membres de la Centrale d'achats.

Article 2.10 Modifications de l'accord-cadre

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou unilatéralement les modifications impactant le présent marché ne peuvent changer sa nature globale.

Modification en cours d'exécution du marché

Conformément aux dispositions combinées des articles L2194-1 et R2194-2 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications par le biais d'avenants dans les cas suivants :

- ❖ Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- ❖ Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- ❖ Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- ❖ Les modifications ne sont pas substantielles ;
- ❖ Les modifications sont de faible montant.

Pouvoir de modification unilatérale

Conformément à l'article L2194-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut apporter unilatéralement une modification à un contrat administratif soumis au Livre 1er de la 2ème Partie du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions combinées du 4° de l'article L6 et de l'article L2194-2 du Code de la commande publique, lorsque le pouvoir adjudicateur use de ce pouvoir de modification unilatéral, le titulaire a droit au maintien de l'équilibre financier du contrat.

Article 3 Pièces contractuelles du marché public

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant.

- ❖ L'acte d'engagement ATTRI1, transmis par la Centrale d'achats à l'opérateur économique ou au groupement d'opérateurs économiques auquel il a été envisagé d'attribuer l'accord-cadre et ses annexes :
 - L'annexe 1 : Bordereau des prix unitaires (B.P.U.) ;
 - L'annexe 2 : Cadre de réponse technique (C.R.T.) ;
 - L'annexe 3 : Fiche synthétique (données fournisseurs) ;
- ❖ Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
 - L'annexe n°1 : « site de restauration » ;
 - L'annexe n°2 : « pénalités » ;
 - L'annexe n°3 : « agents comptables » ;
 - L'annexe n°4 : « manuel utilisation BNA fournisseurs » ;
 - L'annexe n°5 : « charte graphique » ;
- ❖ Les fiches techniques des produits BPU - en format PDF - la désignation de l'article devra comporter les éléments précisés au CRT.

S'il existe une fiche technique industrielle (traduite en français), la joindre en plus de celle du distributeur. Celles-ci seront prioritairement analysées pour la notation technique.

- ❖ Le catalogue en format Excel, avec le prix des tarifs généraux et tarifs remisés avec le pourcentage de remise indiqué ;
- ❖ Les bons de commande ;
- ❖ Certificats de comptabilité alimentaires des conditionnements ;
- ❖ Un éventuel mémoire technique du titulaire fourni en complément.

Pièce générale :

- ❖ Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de fournitures courantes et de services ;

Article 4 Prescriptions applicables aux denrées alimentaires fraîches (produits traiteur & végétariens)

Les prestations portent sur la livraison de denrées alimentaires fraîches à caractère traiteur, notamment : viandes cuites, salades composées, saurisserie, terrines végétales ou à base de produits de la mer, ainsi que tout produit végétarien prêt à consommer.

Le titulaire s'engage à garantir la conformité sanitaire, la fraîcheur, la traçabilité et la qualité nutritionnelle de l'ensemble des produits livrés.

Il appartient au titulaire de veiller au strict respect des réglementations applicables, notamment celles relatives à la sécurité sanitaire des aliments, à l'étiquetage, à la traçabilité et à la conservation des produits.

Article 4.1 Réglementation générale applicable

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions prévues par les règlements européens suivants :

Hygiène, Sécurité sanitaire, biosécurité et traçabilité :

- ❖ Règlement (CE) n° 178/2002 du 28 janvier 2002 : principes généraux de la législation alimentaire, y compris traçabilité, gestion des alertes, retrait et rappel de produits.
- ❖ Règlement (CE) n° 852/2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.
- ❖ Règlement (CE) n° 853/2004 : règles spécifiques pour les denrées d'origine animale.
- ❖ Règlement (CE) n° 2073/2005 sur les critères microbiologiques applicables aux denrées alimentaires.
- ❖ Arrêté du 18 décembre 2009 (règles sanitaires produits d'origine animale).
- ❖ Arrêtés du 21 décembre 2009 et 8 octobre 2013 (commerce de détail, entreposage, transport).
- ❖ Arrêté du 8 juin 2006 (agrément sanitaire).
- ❖ Arrêté du 29 septembre 2021 (biosécurité en élevage avicole).
- ❖ Décret n° 2020-1625 du 18 décembre 2020 (bien-être animal).
- ❖ Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 (Egalim).
- ❖ Décret n° 2011-694 du 20 juin 2011 (certification environnementale).
- ❖ Arrêté du 30 septembre 2011 (GEMRCN – restauration scolaire, le cas échéant).
- ❖ Recommandation Anses du 23 mars 2025 ;
- ❖ Plan d'action de réduction de l'utilisation des additifs nitrites/ nitrates dans les aliments ;
- ❖ CODEX ALIMENTARIUS.

Additifs, contaminants, OGM :

- ❖ Règlement (CE) n° 1333/2008 sur les additifs alimentaires.
- ❖ Règlement (UE) n° 231/2012 sur les spécifications techniques des additifs.
- ❖ RÈGLEMENT (UE) 2023/915 DE LA COMMISSION du 25 avril 2023 concernant les teneurs maximales pour certains contaminants dans les denrées alimentaires.
- ❖ Règlements (CE) n° 1829/2003 et n° 1830/2003 sur les OGM (étiquetage, traçabilité, seuil de 0,9 % pour la présence fortuite).

Production biologique :

- ❖ Règlement (UE) 2018/848 relatif à la production et à l'étiquetage des produits biologiques.
- ❖ Règlements délégués (UE) 2021/642 et 2021/279 (étiquetage et contrôle des produits biologiques).
- ❖ Arrêté du 9 décembre 2019 portant homologation du cahier des charges relatif à la restauration hors foyer à caractère commercial en agriculture biologique ;
- ❖ Référentiel MSC Pêche Durable.

Médicaments / importation :

- ❖ Arrêté du 21 février 2022 suspendant l'importation de viandes issues d'animaux traités avec des antimicrobiens comme facteurs de croissance.
- ❖ Règlement (CE) n° 470/2009 du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 établissant des procédures communautaires pour la fixation des limites de résidus des substances pharmacologiquement actives dans les aliments d'origine animale, abrogeant le règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil et modifiant la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil.

Article 4.2 Règles applicables à l'emballage et au conditionnement

Tous les matériaux et objets en contact avec les denrées doivent être conformes aux dispositions suivantes :

- ❖ Règlement (CE) n° 1935/2004 (matériaux en contact alimentaire).
- ❖ Règlement (CE) n° 2023/2006 (bonnes pratiques de fabrication).
- ❖ Règlement (UE) n° 10/2011 (plastiques en contact alimentaire).
- ❖ Décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 (réduction et recyclage des emballages plastiques à usage unique).
- ❖ Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 (« Loi AGECE »).
- ❖ Loi n° 2010-729 du 30 juin 2010 (bisphénol A).
- ❖ Code de la santé publique – articles R.543-43 et suivants (substances comme le bisphénol A).

Étiquetage et information du consommateur :

- ❖ Règlement (UE) n° 1169/2011 concernant l'information des consommateurs, notamment l'étiquetage nutritionnel et la déclaration obligatoire des allergènes (Annexe II),8 qui a été modifié par le décret n° 2014-1489 du 11 décembre 2014.

Emballage et étiquetage :

- ❖ Décret n° 2022-65 du 26 janvier 2022 (origine des viandes bovines en restauration).
- ❖ LOI n° 2025-337 du 14 avril 2025 visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire.
- ❖ Décret n° 2014-1489 du 11 décembre 2014 (information du consommateur).
- ❖ Directive 1999/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 février 1999 relative au rapprochement des législations des États membres sur les denrées et ingrédients alimentaires traités par ionisation
- ❖ Arrêté du 2 octobre 1997 (additifs autorisés).

L'emballage doit garantir l'intégrité, la qualité nutritionnelle et la sécurité sanitaire des produits jusqu'à leur réception. Il doit aussi être conforme aux engagements environnementaux du pouvoir adjudicateur, notamment en matière de réduction des déchets, valorisation des matériaux recyclables ou compostables.

Article 4.3 Transport des denrées alimentaires

Le titulaire doit respecter les prescriptions sanitaires relatives au transport sous température dirigée :

- ❖ Décret n° 2007-1791 du 19 décembre 2007.
- ❖ Arrêté du 1er juillet 2008 (contrôle technique des engins frigorifiques).
- ❖ Arrêté du 27 novembre 2020.
- ❖ Décret n° 2020-1218 du 2 octobre 2020.
- ❖ Arrêté du 20 juillet 1998 (conditions techniques et hygiéniques).
- ❖ Arrêté du 21 décembre 2009 (commerce de détail et transport de denrées animales).
- ❖ Article R.231-45 du Code rural et de la pêche maritime.

Les véhicules doivent être agréés, contrôlés régulièrement, et équipés d'un dispositif de surveillance et d'enregistrement de température.

Les produits à base de soja sont exclus de la consultation.

Article 5 Obligations du titulaire

Article 5.1 Obligation de résultat et mise en œuvre de moyens minimaux

La prise en charge des prestations définies au présent marché constitue un contrat avec obligation de résultat.

Le titulaire s'engage :

- ❖ A fournir, de manière continue et sans interruption, des denrées alimentaires garantissant la santé et le bien être des consommateurs ;
- ❖ A assurer la réception, le traitement et la livraison des commandes de l'ensemble des produits faisant l'objet du présent marché. Les risques afférents au transport des produits jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire concerné. Le titulaire est également responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ;
- ❖ A livrer des produits qui répondent aux spécifications, normes et prescriptions prévues par les lois, règlements et décisions en vigueur au jour de la livraison, en ce qui concerne leur appellation, dénomination, origine, état, qualité, composition, conditionnement, présentation, emballage, étiquetage et transport ;
- ❖ A conserver les denrées à bonne température ;
- ❖ A faire des offres régulières, acceptables et appropriées lors de la sollicitation pour les bons de commande ;

- ❖ A conseiller en premier lieu, pour toute commande d'un produit issu du catalogue, à la personne chargée des commandes, un produit équivalent issu du BPU ;
- ❖ A traiter et à répondre, à l'aide de l'annexe n°4 « manuel utilisation BNA fournisseurs » du présent CCP aux non-conformités qui leur sont adressées.

Article 5.2 Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service

Le titulaire s'engage :

- ❖ A assumer, sous leur responsabilité exclusive, dans leurs locaux, lieux de stockage et camions de livraison, au sein des locaux des adhérents, l'hygiène, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de leur personnel ;
- ❖ A contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui leur est confiée, et le respect des consignes données à leur personnel ;
- ❖ A assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent accord-cadre, soit parfaitement remplie ;
- ❖ A faire en sorte que leurs interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, de service, ni désordre dans les locaux ;
- ❖ A prévenir la Centrale d'achats ainsi que l'ensemble des adhérents et en priorité les établissements devant être livrés, de toutes ruptures de stock sur un produit ;
- ❖ A appliquer, si possible, pour la traçabilité des produits, des étiquettes facilement détachables (type vignettes ou équivalent) résistantes à l'eau et indéchirables.

Le titulaire ne peut se prévaloir, pour éluder les obligations du présent accord-cadre, ou pour élever une réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment pour l'interruption ou le report de toute opération décidée par n'importe quel adhérent de la Centrale d'achats.

Article 5.3 Transport et distribution

Le titulaire est tenu de livrer sur l'ensemble des sites de livraison du présent accord-cadre, dans le respect des plages horaires définies avec chaque adhérent.

Article 5.4 Confidentialité

Le titulaire et leur personnel sont tenus, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats que l'exécution du présent marché l'amènerait à connaître.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation lèse les intérêts des adhérents de la Centrale d'achats et engagerait leur responsabilité.

Article 5.5 Assurance

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Centrale d'achats, des adhérents et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de l'accord-cadre. Cette justification est effectuée au moyen d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La prise d'effet de l'accord-cadre est subordonnée à la remise de l'attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution, le titulaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande du n'importe quel adhérent dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de la Centrale d'achats, envers les tiers, y compris le personnel d'un des adhérents, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement de sa mission.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par contrat et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier.

Leur responsabilité protège la Centrale d'achats contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'elle provienne.

Article 6 Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison

Article 6.1 Bon de commande

Par principe, et sauf dérogation expresse d'un des adhérents, les bons de commande doivent mentionner :

- ❖ Le numéro unique d'identification du bon de commande ;
- ❖ Le numéro de référence du marché ;
- ❖ Le lot concerné ;
- ❖ L'adhérent concerné ;
- ❖ L'unité de gestion et l'établissement ayant passé la commande ;
- ❖ La désignation complète du produit et la référence du B.P.U. ;
- ❖ Les quantités demandées ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Les prix unitaires H.T. livrés ;
- ❖ Le montant global H.T. de la commande.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur les bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS., le titulaire bénéficie d'un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion, pour notifier au signataire du bon de commande toutes les observations qu'il estime nécessaires.

Le titulaire est informé qu'il est possible de décommander une commande jusqu'à 72 heures avant la date de livraison prévue sans qu'il ne puisse être porté préjudice financier à l'établissement concerné.

Article 6.2 Bon de livraison

A chaque bon de commande doit correspondre un ou plusieurs bons de livraison remis, par le transporteur, au magasinier ou au responsable du service acquéreur.

Le bon de livraison comprend, au minimum, les renseignements suivants :

- ❖ Le nom du fournisseur ;
- ❖ La référence du bon de commande ;
- ❖ La nature des fournitures livrées ;
- ❖ Les quantités des fournitures livrées.

Article 7 Description des prestations

Article 7.1 Modalités de livraison

Les franco de port sont les suivants :

INTITULE DE L'ACCORD-CADRE	Montant H.T. ou poids des franco	Montant HT ou poids des franco sur les faibles périodes activités (juin-août)
Traiteur et produits végétariens (Viandes cuites, salades composées, saurisserie, terrine de légume et de la mer, produits végétariens)	200 €	100 €

Le titulaire est réputé connaître la diversité des structures des adhérents de la Centrale d'achats.

Le titulaire ne peut se prévaloir, pour se décharger de leurs obligations, de la faible capacité de stockage de certaines unités de gestion.

Les palettes Europe seront mises à disposition pour que la livraison suivante le distributeur les reprennent. Si manquement de reprise par le distributeur, il ne pourra imputer le coût au Crous.

Le titulaire est tenu de livrer les articles aux heures et aux fréquences décidées par chaque responsable de site ainsi qu'aux jours convenus avec eux, selon la capacité de stockage. Par défaut, les horaires de livraison sont de 7 à 11 heures. Ces éléments seront précisés lors de la réunion de cadrage à l'initiative du titulaire, prévue au début du marché.

Le titulaire supporte seul les frais afférents au déchargement de marchandises pondéreuses, fragiles ou volumineuses.

Les montants des frais de reprises seront précisés au CRT, en cas de reprise imputable au titulaire les frais de reprises sont à sa charge exclusive.

Lorsqu'un même opérateur économique se voit attribuer plusieurs lots, un seul franco de port est applicable. Par ailleurs, les franco de port s'apprécient à la livraison indistinctement qu'il s'agisse d'articles commandés au BPU et/ou catalogue.

En cas de rupture produit à la responsabilité du fournisseur ou livraison partielle, entraînant une relivraison sans que le franco ne soit atteint, les frais de livraison ne devront pas être appliqués.

Les frais de livraison sont facturés et inscrits sur la facture des produits livrés.

Article 7.2 Conditionnement des palettes

Le titulaire est tenu de s'assurer des contraintes techniques et des conditions d'accès aux lieux de livraison. La manutention jusqu'aux lieux de stockage est à la charge des titulaires.

A cet effet, pour des raisons d'ergonomie et d'utilisation des personnels des adhérents de la Centrale, les produits sont conditionnés de préférence en cartons n'excédant pas 25 kilos.

Le choix d'une palette appropriée, des emballages collectifs et une disposition appropriée des charges sur la palette peuvent minimiser le risque de dommages à chaque étape de l'expédition – de l'achèvement au transport et au déchargement.

Les magasiniers et les préparateurs de commandes sont responsables de la distribution des marchandises sur la palette. Cependant, il appartient au fabricant de sélectionner le bon emballage pour la marchandise, ainsi que de choisir une palette adaptée au type de charge.

Ainsi, il est impératif d'examiner l'état technique des palettes avant d'empiler les marchandises. Il doit être vérifié :

- ❖ Si la palette est cassée ou fissurée, dans le cas de palettes en bois – si le bois pourrit ;
- ❖ Si elle est propre et non humide ;
- ❖ Si les colis demeurent homogènes et appartiennent au même type d'emballage et à la même capacité ;
- ❖ Si tous les cartons/colis sont orientés sur la palette de façon à rendre l'étiquetage visible de l'extérieur de la palette ;
- ❖ Si tous les matériaux d'emballage sont fabriqués avec des matériaux sans danger et convenant à l'usage auquel ils sont destinés. Ils ne doivent transmettre au produit aucune substance toxique, ni aucune odeur ou saveur indésirable ;
- ❖ Enfin, que le titulaire veille également à éviter tout suremballage des produits.

Les emballages de type cagettes ou autres matériels logistiques réutilisables par le titulaire devront être récupérés au plus tard lors de la livraison suivante. Un système de consignation peut être mis en place afin de limiter le recours aux suremballages.

La limitation de la hauteur des palettes à 1,80 mètres doit être impérativement respectée et ce, pour des raisons de sécurité, sous peine de refus de la livraison.

Article 7.3 Garantie des vices cachés

Les prestations font l'objet d'une garantie annuelle prévue à l'article 28 CCAG FC-S.

Les prestations font également l'objet de la garantie contre les vices cachés, c'est-à-dire ceux les affectant préalablement à leur admission, qui ne pouvaient être légitimement connus par l'acheteur et qui les rendent impropres à l'usage auquel l'acheteur les destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne les aurait pas acquises ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus.

La fourniture est garantie par le titulaire contre tout vice caché, c'est à dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison ou de l'ouverture du carton contenant le produit.

En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par le titulaire ou, éventuellement, une réfaction est appliquée sur le prix de la fourniture, au gré de l'adhérent concerné.

Article 8 Spécificités techniques

Article 8.1 Durabilité des produits

La durabilité restante à la livraison, est au minimum supérieur au 2/3 de la durée de vie du produit, sauf indication contraire au BPU.

Article 8.2 Spécificités des produits

Le titulaire est tenu de fournir des articles conformes aux exigences mentionnées dans le B.P.U., aux fiches techniques actualisées fournies et aux descriptions du catalogue.

Dans le cas où les exigences BPU seraient différentes des spécificités réglementaires ou codes des usages professionnels, seules les premières pourront prévaloir dans le cadre du marché.

Les denrées alimentaires au marché doivent être saines et propres à la consommation humaine.

Le titulaire s'engage à fournir des produits exempts d'odeurs, de goûts anormaux, d'insectes et de souillures.

Article 8.3 Traçabilité, conformité et obligations documentaires

Le titulaire doit assurer, en toutes circonstances, une traçabilité complète des denrées livrées, depuis la production jusqu'à la livraison finale.

Conformément aux exigences du règlement (CE) n°178/2002, il devra être en mesure de fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, l'origine des matières premières, les dates de fabrication, de conditionnement et de péremption, ainsi que les numéros de lots correspondants.

Cette traçabilité doit permettre de procéder sans délai à un retrait ou à un rappel de produits en cas de non-conformité.

A cet effet, le titulaire devra :

- ❖ Fournir, à première demande, toute preuve de conformité réglementaire, notamment les fiches techniques, certificats de conformité, justificatifs d'origine, liste des allergènes, éléments de traçabilité, ainsi que les relevés de température de transport.
- ❖ Disposer d'un Plan de Maîtrise Sanitaire (PMS) à jour, conforme au règlement (CE) n° 852/2004.
- ❖ Coopérer sans délai avec le pouvoir adjudicateur en cas de retrait, rappel ou alerte sanitaire concernant les produits livrés.
- ❖ Assumer l'intégralité des coûts liés à tout refus ou retour de produits non conformes.

Ces articles sont non-exhaustifs. Il appartient au titulaire de vérifier la conformité au regard de la réglementation en vigueur des denrées alimentaires fournies, du processus de transformation et des procédés de livraison. Tout changement dans la réglementation sera immédiatement applicable.

Article 8.4 Emballages et conditionnement des denrées alimentaires

Les denrées de traiteur végétarien faisant l'objet du présent marché doivent être conditionnées de manière à préserver durablement leurs qualités hygiéniques, nutritionnelles, technologiques et organoleptiques.

Les emballages utilisés devront répondre aux exigences suivantes :

- ❖ Être compatibles avec l'usage alimentaire et sans danger pour la santé des consommateurs ;
- ❖ Ne transmettre aucune substance toxique, odeur ou saveur altérant la qualité du produit ;
- ❖ Être de type perdu, avec une solidité suffisante pour supporter les contraintes liées au transport, à la livraison et à la manipulation.

Les matériaux et objets utilisés pour le conditionnement devront être conformes :

- ❖ À la législation nationale et européenne applicable en matière de sécurité alimentaire, y compris toute évolution réglementaire durant l'exécution du marché ;
- ❖ Au règlement (CE) n° 1935/2004 relatif aux matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires ;
- ❖ Au règlement (CE) n° 2023/2006 sur les bonnes pratiques de fabrication (BPF), incluant les encres d'impression et matériaux imprimés ;
- ❖ Au règlement (CE) n° 178/2002, pour la définition des denrées alimentaires.

Conformément au Décret n° 2021-517 du 29 avril 2021, les emballages plastiques devront respecter les objectifs nationaux de réduction, réutilisation, réemploi et recyclage fixés pour la période 2021-2025.

Les matériaux actifs ou intelligents éventuellement utilisés devront respecter les exigences du règlement précité afin de garantir qu'aucune migration indésirable ou altération des denrées n'ait lieu, notamment :

- ❖ Aucun danger pour la santé humaine ;
- ❖ Aucune modification inacceptable de la composition de la denrée ;
- ❖ Aucune altération des propriétés organoleptiques.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre un système d'assurance qualité pour garantir la conformité des matériaux à toutes les dispositions précitées. Il pourra être tenu, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, de fournir les attestations ou certificats de conformité correspondants.

Enfin, l'acheteur encourage l'utilisation de conditionnements recyclables, biosourcés, compostables ou biodégradables, dans une logique de développement durable.

Article 8.5 Additifs

Les denrées alimentaires livrées dans le cadre du présent marché ne devront contenir que des additifs expressément autorisés par la réglementation applicable.

La présence d'additifs doit être conforme, par ordre de priorité, en premier lieu, à la législation nationale et aux exigences de l'Union européenne et, en second lieu, au codex Alimentarius.

Les additifs utilisés devront être mentionnés dans la liste des ingrédients conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 1169/2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires.

Par ailleurs, les teneurs en sel, sucre ou autres agents de conservation devront être indiquées pour tous les produits élaborés et être conformes soit aux guides de bonnes pratiques reconnus dans le secteur, soit, à défaut, aux prescriptions techniques figurant au BPU.

Article 8.6 Critères microbiologiques, contaminants et corps étrangers

Les produits alimentaires du marché seront conformes aux critères microbiologiques du règlement (CE) n°2073/2005, à défaut des critères d'hygiène des procédés supplémentaires de la FCD.

La présence de contaminants et toxines sera conforme aux réglementations nationales et européennes, le cas échéant à la norme générale pour les produits de consommation humaine (Codex Stan 193-1995).

Les produits livrés devront être exempts de corps étrangers, entendus comme toute matière ou particule étrangère à la nature et à la texture attendues du produit, susceptible d'altérer la qualité sanitaire ou la sécurité du produit pour le consommateur.

Le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à des laboratoires afin d'effectuer des analyses bactériologiques, microbiologiques et physicochimiques sur les produits faisant l'objet du marché.

En cas de non-conformité, les mesures correctives, y compris le refus des produits et la résiliation partielle du marché, pourront être mises en œuvre dans les conditions prévues au marché.

Article 8.7 Etiquetage

Le titulaire est tenu de livrer des produits dont l'étiquetage est strictement conforme à la réglementation nationale et européenne en vigueur, notamment au règlement (UE) n° 1169/2011 relatif à l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires.

Les étiquettes devront mentionner de manière lisible, compréhensible et indélébile, en langue française, toutes les informations obligatoires, incluant notamment la dénomination du produit, la liste complète des ingrédients (y compris les allergènes conformément à l'annexe II du règlement précité), la quantité nette, la date limite de consommation (DLC) ou la date de durabilité minimale (DDM), les conditions particulières de conservation, le pays d'origine (si requis), ainsi que l'identification du lot.

Article 8.8 Maîtrise des risques sanitaires

Article 8.8.1 Le risque sanitaire et sa prise en charge

Conformément au « Paquet Hygiène », les candidats auront mis en place un Plan de Maîtrise Sanitaire, intégrant :

- ❖ Les mesures à prendre pour la gestion de la traçabilité ;
- ❖ Les bonnes pratiques d'hygiène concernant aussi bien le personnel que le matériel, les méthodes de travail et les locaux ;
- ❖ Le plan HACCP (plan d'analyse des risques et des points critiques pour leur maîtrise) ;
- ❖ La gestion des non-conformités.

En cas d'alerte sanitaire, le titulaire du marché est tenu mettre en place une procédure de blocage/ retrait / rappel. Il devra transmettre, sans délai à la Centrale d'achats ainsi qu'aux adhérents concernés, les éléments de traçabilité nécessaires à son traitement :

- Référence du produit ;
- DDM/DLUO ;
- Liste des points de livraison du réseau concernés ;
- Motif de l'alerte ;
- Devenir du produit.

Des adresses électroniques dédiées exclusivement à la diffusion des alertes sanitaires sont mises en place pour chacun des adhérents ainsi que la Centrale d'achats. Cet outil sera obligatoirement privilégié par le titulaire, qui pourra éventuellement le compléter d'appels téléphoniques.

En cas de non-conformité émise par le réseau, démontrant un risque pour la sécurité des consommateurs, la salubrité des productions ou la réputation des Crous, la Centrale d'achats se réserve le droit de demander le retrait des produits ou lots concernés.

Article 8.8.2 La gestion des allergènes

Concernant les allergènes, les produits doivent être conformes au règlement (UE) n°1169/2011, notamment à son annexe II qui établit la liste des allergènes à déclaration obligatoire.

Article 8.9 Engagement sur les marques et produits

Le titulaire est tenu de livrer des produits correspondants aux marques renseignées dans son offre.

En cas de rupture de stock, définitive ou ponctuelle, ou de tout évènement ayant pour effet la disparition ou la non-commercialisation d'une marque, le titulaire est tenu d'en informer, par courriel, **dans un délai de 5 jours ouvrés**, la Centrale d'achats et de proposer un produit de substitution.

Ainsi, deux situations sont à distinguer :

- ❖ Dans la configuration d'une rupture définitive d'un produit ou de plusieurs produits : le titulaire ne pouvant, en aucun cas, imposer unilatéralement une nouvelle marque, le changement de marque sera soumis à l'approbation de la Centrale d'achats après envoi de fiches techniques et d'échantillons.
- ❖ Dans la configuration d'une rupture ponctuelle, le titulaire propose :
 - Soit un article équivalent de même nature prévu au BPU et possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible au client ou bien au tarif du produit livré ;
 - Soit un article équivalent, de marque différente et non prévu au BPU mais repris du catalogue, possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible pour le client.

A noter, qu'en cas de proposition de la part du titulaire d'un produit de remplacement plus cher que le produit initial en rupture sera d'office refusé. Tous les articles de remplacement doivent être au prix de l'article initialement commandé par le client.

Ces éléments seront transmis pour approbation à la Centrale d'achats à l'adresse : centrale@crous.fr

A défaut d'accord avec le titulaire, chaque adhérent de la Centrale d'achats peut décider de recourir à un autre fournisseur conformément aux dispositions de l'article 12.2 du présent CCP, ou d'appliquer les clauses prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

Article 8.10 Besoins ponctuels saisonniers

Le titulaire est tenu de fournir à la Centrale d'achats, au plus tard deux mois avant chaque période de fêtes (Pâques, Noël...) un catalogue comprenant l'intégralité des références commerciales mises à disposition lors de ces fêtes.

Le titulaire est informé que si, par principe, les tarifs de chaque référence bénéficient du pourcentage de remise catalogue indiquée dans le BPU, ils peuvent aussi faire l'objet d'une négociation animée par la cellule des achats nationaux.

Les commandes passées pour des produits relatifs à des fêtes ne donneront pas lieu à la rédaction d'avenant.

Article 8.11 Promotions et nouveautés

Le titulaire est tenu de faire bénéficier aux adhérents l'ensemble de ses promotions et nouveautés.

Le titulaire est tenu de fournir à la Centrale d'achats, au plus tard 2 mois avant chaque période de promotion, un catalogue comprenant l'intégralité des références commerciales mises à disposition lors de ces dates.

Le titulaire est informé que si, par principe, les tarifs de chaque référence bénéficient du pourcentage de remise catalogue indiquée dans le BPU, ils peuvent aussi faire l'objet d'une négociation animée par la Centrale d'achats.

Les nouveautés peuvent donner lieu à des expérimentations pilotées par la Centrale d'achats, sur des sites testeurs avant une intégration à l'ensemble des adhérents.

Les commandes passées pour des produits relatifs à des promotions ou des nouveautés ne donnent pas lieu à la rédaction d'un acte modificatif du présent accord-cadre.

Toutes nouveautés et promotions appellent la fourniture d'une plaquette à destination des utilisateurs.

Article 8.12 Fiche technique

Les FT devront *a minima* indiquer les points décrits à l'annexe 2, cadre de réponses techniques (CRT) et rendu en langue française.

La non remise de ce document entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du C.C.P.

Il est précisé que les fiches techniques doivent être renouvelées à chaque modification et à chaque date d'anniversaire du marché. Lors de leur transmission, elles doivent impérativement avoir été établies depuis moins d'un an.

Article 9 Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales

Article 9.1 Suivi de l'accord-cadre

Le titulaire est tenu de communiquer à chaque adhérent un référent afin d'assurer le suivi des prestations courantes du présent accord-cadre.

Le titulaire est par ailleurs tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé du suivi global de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé de la qualité et la sécurité sanitaire.

Un compte rendu de suivi commercial devra être envoyé à : centrale@crous.fr au semestre.

Les coordonnées des personnes représentant le titulaire sont indiquées au cadre de réponse technique. En cas de changement, le titulaire est tenu d'en avertir la Centrale d'achats ainsi que l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements mineurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités au niveau de chaque unité de gestion et de l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements majeurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités par la Centrale d'achats.

Il est entendu par dysfonctionnement majeur les changements unilatéraux de prix et toute récurrence de dysfonctionnement mineur.

Article 9.2 Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent

Chaque adhérent se réserve le droit de procéder à tout type de contrôles afin de s'assurer de la quantité et de la qualité des prestations du présent accord-cadre.

Chaque adhérent de la Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier l'exactitude des bons de livraison et des factures par rapport aux éléments sur lesquels le titulaire s'est engagé dans le cadre de son offre.

Les adhérents de la Centrale d'achats suivent, pour la part qui les concerne, l'évolution de la volumétrie de vente du présent accord-cadre et veillent au respect de la part catalogue.

Article 9.3 Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

Le titulaire est tenu de présenter à la Centrale d'achats, mensuellement ou sur demande dans un délai de 5 jours, un compte rendu regroupant :

La consommation globale et détaillée par adhérent (BPU, catalogue), sous la forme du tableau Excel © ou équivalent suivant :

Adhérent	Site livré	Marché	Produits BPU ou catalogue	Libellé produit titulaire	Poids livré	Nombre de livraison	Poids moyen livré	Coût moyen livré	C.A. hors TVA

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des audits au sein des usines du titulaire et de ses fournisseurs ou producteurs.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des analyses bactériologiques sur les produits du présent accord-cadre.

La Centrale d'achats vérifie, par tous moyens, que le titulaire est en conformité avec les exigences fixées au présent CCP.

Le titulaire est également tenu de fournir, sur simple demande de la Centrale d'achats, et dans un délai de 72 heures, le résultat d'analyses bactériologiques, microbiologiques et nutritionnelles relatives aux produits faisant l'objet du marché.

Le titulaire est tenu de fournir, sur simple demande de la Centrale d'achats et dans un délai de deux jours ouvrés, tout élément prouvant ou susceptible de prouver le respect des règles de salubrité et de sécurité imposée dans le cadre de la réglementation intéressant sa profession.

Les différents documents, comptes-rendus et demandes doivent impérativement être transmis à l'adresse mail suivante : centrale@crous.fr sans quoi ils seront considérés comme non reçus et soumis à l'annexe 2 pénalités.

La non remise de ces documents entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du C.C.P.

Aussi, le titulaire se doit de répondre à toutes demandes d'informations relatives au suivi des marchés à la Centrale d'achats dans un délai raisonnable de 5 jours ouvrés, sans quoi il s'expose à des pénalités équivalentes à celles précitées.

Article 9.4 Encadrement des relations commerciales

La Centrale d'achats dispose de l'exclusivité des relations commerciales suivantes :

- ❖ Ajout et suppression d'articles ;
- ❖ Offres promotionnelles ;
- ❖ Suivi et statistiques de vente ;
- ❖ Suivi des rapports de visite et d'audits ;
- ❖ Suivi des non-conformités majeures.

Ces éléments seront communiqués pour validation à l'adresse générique : centrale@crous.fr

Article 9.5 Portée des clauses du présent CCP

Toute tolérance ou permission de l'une des parties au présent marché concernant le respect des clauses du présent CCP ne saurait être considérée comme une renonciation à demander l'exécution des dites clauses.

Article 10 Prix de l'accord-cadre

Article 10.1 Référence et consistance des prix

Les prix sont déterminés par les prix unitaires tels qu'ils figurent dans les B.P.U.

Toute demande ne figurant pas sur les BPU fera l'objet d'un devis avec accord pour validation de la Centrale d'achats.

Le nombre de références dans le BPU peut être modifié à la marge, dans la mesure où cela correspond à une demande récurrente des adhérents ou à une évolution des pratiques.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement (RP), au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, au déchargement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations y compris la taxe sur les activités polluantes, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, les cotisations, contributions, et autres droits et accises.

Par ailleurs, les frais de manutention, de préparation, de stockage, de transport et de fourniture qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Article 10.2 Forme des prix

En application de l'article R.2112-13 du Code de la commande publique, les prix du marché sont révisables trimestriellement.

La formule de révision des prix comporte une partie fixe et une partie variable.

La formule de révision des prix est soumise à un coefficient de stabilisation, appelé CS et égal à 0.30 (stockage et pertes 12% + valeur ajoutée 14% + emballage 4%).

La formule de révision des prix est la suivante :

$$PR = PO \times [CS + (0.7 \times CV)]$$

Dans cette formule :

PR est le prix HT au jour de la révision,

- **PO** correspond au prix HT initial de l'offre du candidat,

- **CS** est le coefficient de stabilisation de 0.30 (30%),
- **CV** est le coefficient de variation qui résulte du rapport suivant : IR/IO ou CR/CO avec IR ou CR dernier indice ou cotation connus au moment de la révision et indice IO ou la cotation CO correspondant à la valeur de l'indice ou de la cotation connue au moment de la remise des offres.

Pour les révisions suivantes, les modalités seront les mêmes en remplaçant les valeurs de $P0$, IO , CO par celles de la dernière révision.

Si les révisions trimestrielles ne sont pas faites pour causes de retard ou de stabilité du marché, il conviendra pour la prochaine révision de prendre les derniers indices connus au moment de la révision trimestrielle, qu'elle soit faite ou non.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, la valeur applicable est la dernière publiée. En cas d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice, les parties aux présents marchés conviendront d'une autre cotation ou indice à appliquer.

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.2.2 du CCAG FCS, tous les prix du présent accord-cadre sont révisables en cas de rupture d'approvisionnement d'une matière rentrant dans la composition du produit ou pour toute imprévision.

Les produits concernés peuvent être substitués à d'autres articles, en priorité du B.P.U., dont le prix est négocié avec la Centrale d'achat.

Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier la rupture d'approvisionnement, la volatilité des cours ou l'impossibilité de maintenir aux conditions tarifaires la fourniture de produits.

Article 10.3 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

Article 10.4 Clause de remise sur les prix publics

Un seuil de commande et un taux de remise sur les prix publics sont précisés ci-après

Le titulaire applique le taux de remise dès que le chiffre d'affaires global de l'ensemble des adhérents, part catalogue comprise, atteint le seuil de commande.

Intitulé de l'accord-cadre	Seuil de commande annuel en € HT	Taux de remise
Traiteur et produits végétariens (Viandes cuites, salades composées, saurisserie, terrine de légume et de la mer, produits végétariens)	De 0 € à 499 999 €	0,00%
	De 500 000 € à 999 999 €	3,00%
	De 1 000 000 € à 1 499 999 €	3,50%
	A partir de 1 500 000 €	4,00%

La remise sur les prix publics s'applique à tous les adhérents, indépendamment du chiffre d'affaires généré par chacun.

La remise sur les prix publics fait l'objet d'un bon de remise globalisé transmis à la Centrale d'achats à chaque date anniversaire. Cette dernière centralise la collecte des remises pour le compte de l'ensemble de ses adhérents.

Pour le calcul de la dernière remise sur les prix publics du marché, les seuils sont proratisés au regard de la durée de la dernière période couverte.

La remise sur les prix publics est assujettie à la T.V.A.

Article 10.5 La particularité de la théorie des circonstances imprévues

Conformément aux dispositions des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, les parties conviennent que la révision des prix pourra être envisagée en cas de circonstances imprévues affectant l'exécution du présent marché. L'imprévision pourra être invoquée lorsque l'exécution du contrat devient plus difficile ou onéreuse en raison d'événements exceptionnels et imprévisibles qui n'étaient pas prévus au moment de la conclusion du marché. Ces circonstances imprévues doivent être objectives, c'est-à-dire totalement indépendantes de la volonté des parties et ne pouvant être anticipées par une diligence raisonnable.

En particulier, la révision des prix pourra intervenir en cas de variation significative et imprévisible des coûts des matières premières, des énergies ou en cas de changements législatifs ou réglementaires non anticipés. Ces événements doivent entraîner un bouleversement substantiel de l'équilibre financier du marché, qu'il s'agisse d'une hausse ou d'une baisse des prix. L'article 24 du CCAG-FCS précise que lorsque l'exécution du marché devient plus coûteuse en raison de telles circonstances imprévues, une révision des prix peut être envisagée.

Il est entendu que toute demande de révision des prix ou modification des conditions d'exécution en raison de l'imprévision devra être formalisée par écrit et accompagnée des justifications nécessaires, telles que la présentation de factures d'achats ou de tout document justifiant de l'imprévision invoquée. Cette demande devra être formulée sans délai, après que l'événement imprévu soit survenu et ait eu un impact direct sur l'exécution du marché.

L'imprévision ne pourra être invoquée que si l'événement en question ne pouvait en aucun cas être prévu lors de la signature du marché. En outre, toute demande de révision ou de modification doit être

proportionnée à l'impact réel de l'événement imprévu sur l'exécution du contrat. Le titulaire du marché devra apporter la preuve que l'imprévision est avérée et que les conditions d'exécution du marché sont désormais modifiées de manière substantielle. Si l'imprévision n'est pas avérée ou si l'événement invoqué ne répond pas aux critères ci-dessus, la demande de révision des prix ou de modification des conditions d'exécution sera rejetée.

En cas d'accord sur la révision, un avenant formalisera la révision des prix ou toute autre adaptation nécessaire aux nouvelles conditions d'exécution du marché, afin de garantir l'équilibre financier et contractuel du marché initial.

Article 10.6 Clause de sauvegarde

Au cas où interviendraient des hausses de prix supérieures à 5% du prix initial et à 2% de la clause butoir, sauf cas exceptionnels de type imprévision, la Centrale se réserve le droit de :

- ❖ Réduire les prestations initialement prévues, et poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à la condition que le titulaire justifie, une telle hausse, par tout moyen ;
- ❖ Résilier purement et simplement le marché, sans que le fournisseur puisse prétendre à aucune indemnité.

La Centrale d'achats dispose d'un délai 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. Notification de la décision est faite au titulaire dans le délai précité.

Article 10.7 Clause butoir

La majoration du prix par l'effet de la révision ne peut pas être supérieure à 2% du prix de l'année précédente pour chaque article défini par sa référence article détaillée entrant dans le périmètre de l'accord cadre.

La Centrale d'achats dispose d'un délai de 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. La décision d'acceptation ou de refus est notifiée au titulaire.

Article 10.8 Date de formation des prix et facturation

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité du marché auquel ils se rattachent.

Les loyers à payer sont ceux applicables à la date de la commande. Les loyers sont mensuels.

Les livraisons peuvent toutefois intervenir au-delà de la date de fin de marché dans le respect des conditions fixées à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison. Les factures doivent notamment comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de facture ;
- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro du lot ;
- ❖ Les noms et adresses du créancier ou la raison sociale ;
- ❖ Le numéro du registre du commerce et le numéro SIRET ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ La date de commande ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Le produit livré ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C avec le détail des taxes ou droits réglementaires si concerné ;
- ❖ Les frais supplémentaires de livraison dans les cas où les montants de franco ne sont pas atteints.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture. Les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande.

Le titulaire est informé qu'il ne doit pas regrouper dans une même facture la facturation d'articles figurant au BPU et d'articles commandées au titre de la part catalogue du marché.

En cas de demande d'un adhérent, le titulaire doit être en mesure de proposer une facturation mensuelle. Une facturation à la décade peut aussi être demandée par l'adhérent.

Le titulaire appliquera un système de compensation kilométrique au niveau de chaque adhérent de la Centrale d'achats. Ce système prendra en compte la somme des forfaits kilométriques des bons de commande signés par l'adhérents sur une année N et le rapprochera des kilomètres effectivement roulés cette même année N.

Par ailleurs, le titulaire est informé qu'une facturation dématérialisée est mise en place. Chaque adhérent communique aux titulaires les éléments pratiques permettant la dématérialisation des factures via Chorus Pro.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures dématérialisées sont transmises via la plateforme <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Article 11 Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation de factures au nom du titulaire précisé à l'acte d'engagement.

Article 11.1 Facturation électronique obligatoire

En application des articles L. 2192-1 et suivants et Article D. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire doit transmettre ses factures sous forme électronique.

Conformément à l'article D. 2192-2, la facture électronique doit comporter les éléments suivants :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

-

Les factures doivent également comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ Le numéro de nomenclature concerné ;
- ❖ La date d'émission du bon de commande ;
- ❖ Le lieu de livraison ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage,
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture.

Pour faciliter la facture électronique, la plateforme Chorus Pro permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

La transmission par la solution Chorus Pro constitue désormais l'unique mode autorisé de transmission des factures aux entités publiques. En cas d'envoi d'une facture par une autre voie, il sera rappelé au titulaire l'obligation de se conformer à l'envoi par voie électronique et la facture sera rejetée en application de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

Article 11.2 Délais de règlement

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison.

Les délais de règlement applicables sont de 30 jours à compter de la réception de la facture sur le portail Chorus, les paiements ne s'effectuant qu'après certification du service fait.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents pour des raisons structurelles liées à l'organisation de leurs services, la rémunération du titulaire est versée après la réception de la facture correspondant à la livraison. En aucun cas, le délai de paiement ne pourra être supérieur au délai de 30 jours dans les conditions prévues ci-avant.

Conformément à l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court pas lorsque la facture a été transmise en dehors de la solution Chorus Pro.

En effet, en application de l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court qu'à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro.

Article 11.3 Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions combinées du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, des articles L2192-10 et suivants et des articles R2192-10 et suivants du Code de la commande publique :

- Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification à l'adhérent du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro ;
- Le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par l'adhérent à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement ;
- Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché et jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en

vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;

- Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros ;
- Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'alinéa précédent, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification ;
- Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 11.4 Défaut de paiement

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, notamment ses articles L.2192-12 et R.2192-31 à R.2192-36, ainsi qu'au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance contractuelle ou à l'expiration du délai réglementaire de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à en faire la demande, au versement :

- ❖ Des intérêts moratoires, calculés au taux BCE + 8 points de pourcentage, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts ont commencé à courir ;
- ❖ Et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant la date d'échéance prévue ou l'expiration du délai réglementaire de paiement jusqu'à la date de mise en paiement effective, principal inclus.

Article 11.5 Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et sous respect des conditions prévues aux articles R.2193-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique le versement d'une avance peut être prévu.

Une avance pourra être versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le taux d'avance est fixé à 10 %.

Son montant excédant 5%, l'avance ne sera versée qu'après constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions des articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'imputera par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci

Article 11.6 Acomptes

En application de l'article R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, le montant versé au titulaire est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Dans le cadre du présent accord, et lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article 19 de la Loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce maximum est ramené à un mois à la demande du titulaire.

Article 11.7 Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître, concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-61 du Code de la commande publique est l'agent comptable du Cnous.

Le représentant du pouvoir adjudicateur remet au titulaire la copie du présent accord revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en un exemplaire unique en vue de lui permettre de céder ou de nantir des créances en résultant.

En cas de cotraitance, la copie du présent accord certifiée conforme à l'original en un unique exemplaire, destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, est délivrée au mandataire du groupement solidaire.

Toute cession ou nantissement est adressé à l'agent comptable du Cnous.

Par ailleurs, les fournisseurs étrangers ne peuvent céder ou nantir leur marché que sur la base du montant hors TVA.

Article 12 Les pénalités, ajournement et rejet

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les titulaires ne sont pas exonérés des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas mille euros hors taxes (1000€HT).

La liste des pénalités, et les montants associés, sont définis en annexe n°2 du présent CCP.

Les pénalités sont prononcées par l'adhérent concerné ou la Centrale d'achats. Le titulaire est tenu de fournir, à chaque date anniversaire et à la Centrale d'achats, la liste des pénalités versées.

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable. Toutefois, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard devra être justifié par le service bénéficiaire par tout moyen de preuve (fait générateur) et notamment un message informant le titulaire de la situation.

En cas de contestation le titulaire devra informer la personne publique dans un délai maximal de 8 jours calendaires à compter de la réception de ce décompte. Passé ce délai, son silence vaudra acceptation des pénalités et réfections.

La décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet est prise par le directeur du site concerné ou son représentant.

Article 13 Principes et motifs de résiliation

Article 13.1 Motifs de résiliation

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS que la Centrale d'achats se réserve le droit d'appliquer, celle-ci peut demander la résiliation du présent accord-cadre aux torts du titulaire dans les conditions décrites à l'annexe n°2 du présent CCP.

Toutes résiliations prononcées aux torts du titulaire ne donnent lieu à aucune indemnisation.

Article 13.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le présent CCP prévoit, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, que l'adhérent peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord prononcée aux torts du titulaire.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45 du CCAG-FCS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 13.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

La Centrale d'achats peut mettre fin à l'accord-cadre, pour motifs d'intérêt général à tout moment par décision de résiliation.

Article 14 Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige

En cas de litige, le droit français est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent donc être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les contestations qui pourraient subvenir entre la Centrale d'achats et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties. En cas de litige portant sur des problèmes techniques et plus généralement dans le cadre de service régulier du titulaire, la loi française est seule applicable.

Avant tout recours contentieux, les parties peuvent convenir d'engager avec le titulaire un processus transactionnel.

Les parties peuvent aussi le cas échéant soumettre leurs différends et litiges au comité consultatif de règlement amiable des litiges, (C.C.R.A.).

Dans le cas où un règlement amiable entre les parties des différends ou litiges susceptibles d'intervenir en cours d'exécution ne serait pas possible, le Tribunal Administratif compétent est :

Tribunal Administratif de Cergy Pontoise
2-4 boulevard de l'Hautil
95027 CERGY PONTOISE Cedex.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Article 15 Dérogations au CCAG-FCS

L'Article 3 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'Article 6.1 du présent CCP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS

L'Article 13 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS